



surldceduc@ecomail.fr
<https://sur-luttedeclasses.fr>

Tremblez bonnes gens les morveuses et les morveux sont dans les rues

D'une manière beaucoup plus pertinente et éclatante que PISA (dont nous vous parlerons plus loin), les lycéens ont fait le bilan de l'école version Macron (on est injuste, les politiques publiques visant au démantèlement du système éducatif ont commencé avant lui, mais il faut lui rendre un hommage particulier, tant il y a déployé du zèle), et il est sans appel : délabrement des établissements de banlieue, inadaptation du bâti scolaire au changement climatique, pénurie d'enseignants, d'AED, d'AESH, d'infirmiers et d'infirmières, d'assistants et d'assistantes sociales, d'agents d'entretien, de personnels techniques, etc., règne de la concurrence généralisée imposé par parcoursup, accroissement des inégalités entre secteurs géographiques, petites villes ou campagnes et grandes villes, banlieues et centres-villes, public et privé, individualisation des parcours qui a amené à interioriser la responsabilité de ses éventuels « échecs », dérégulation totale des rythmes scolaires causée par la réforme Geffray-Blanquer. On le rappelle, les heures de cours n'ont pas vraiment augmenté, (sont même plutôt en légère baisse selon un rapport de l'IG de juillet 2023) mais le système du « libre » choix des spécialités amène inévitablement à la création d'heures de trou et à une augmentation de l'amplitude des journées, manière pédagogique sans doute de préparer les jeunes à occuper des emplois dans le monde dérégulé du travail .

Mais tout cela, comme on le signalait dans un de nos précédents bulletins, avec la plus grande bienveillance, et avec une augmentation surréaliste des moyennes, notamment en contrôle continu, un taux d'obtention du bac globalement toujours plus élevé. Mais alors, c'est que tout ne va pas si mal ?! De quoi se plaignent-ils les morpions, serions-nous tentés de nous demander dans notre tête de vieux c... , nous qui nous sentions, comme chacun sait, parfaitement à l'aise avec le système et endurons sans sourciller les 8-18h ?

Sans doute ne vit-on pas les mêmes choses : peut-être étions-nous plus soumis, plus adaptables ou sans imagination, davantage dupes, non? De plus en plus d'élèves sont justement moins dupes du discours sur la soi-disant égalité des chances, pas dupes non plus de l'augmentation de leurs moyennes qui ne leur permet pas, pour nombre d'entre eux, d'être acceptés dans les formations qu'ils souhaiteraient, ou même de survivre à la fac, pas dupes non plus sur les possibilités de trouver un emploi correctement rémunéré et correspondant à leurs aspirations : bref ils se font en général moins d'illusions. Et on ne parle pas de la pression et du stress générés par parcoursup ainsi que de l'inflation de la quantité de notes en contrôle continu qui donne le sentiment d'être évalué en permanence. Tous les effets délétères de la réforme qui sont une des sources de la révolte ayant d'ailleurs déjà été signalés, tout en euphémisation bien sûr, dans le rapport de l'IG cité plus haut, dont on ne vous recommande pas la lecture.

Que reste-t-il à dire sur cette révolte lycéenne qui n'a cessé d'être commentée, bien souvent à tort et à travers dans les media inféodés au pouvoir ou à Bolloré?

Ben, peut-être déjà qu'on est assez admiratifs devant l'énergie des jeunes, leur spontanéité, leur créativité, leur intelligence et leur capacité à durer, voire à s'étendre sur le territoire, même si c'est inégal.

Que sans aucune naïveté, nous refusons la distinction faite entre les « casseurs » et les lycéens pacifiques : elle n'est qu'un coin enfoncé dans le mouvement pour tenter de l'affaiblir, de le diviser et de le priver de soutiens dans la population et chez les personnels. Personnels dont beaucoup trop, par incompréhension, frilosité, syndrome du bon élève, ne sont toujours pas sortis de leurs établissements, ne font toujours pas grève alors qu'ils ont le même intérêt objectif que les élèves et souffrent, d'une autre manière, et à un autre degré, du système scolaire. Non, il faudrait que tout se passe bien, que les jeunes ne bloquent pas, qu'ils expriment leurs doléances poliment, de manière « citoyenne » dans les voies étroites (impasses serait plus approprié) que l'école leur a laissées pour le faire, parce que c'est bien connu la seule vraie citoyenneté et la seule vraie démocratie, c'est au CVL et dans les bureaux de vote de la république, que ça peut s'exercer et exister. Rajoutons que les vrais casseurs, ceux qui produisent de vrais dégâts, mais avec élégance et poliment, se trouvent au pouvoir, dans toutes les sphères du pouvoir.

Que les jeunes ne sont pas non plus des révolutionnaires (et ce n'est pas une injure que de le dire) voulant mettre à bas le système : non ils demandent juste à ce que les promesses qu'on leur a faites soient tenues; ils remettent en question, en partie certes, l'ordre tel qu'il est établi, mais ils veulent surtout qu'il soit réellement conforme à sa mythologie républicaine. Ce n'est pas un hasard si on en voit si souvent chanter la Marseillaise dans les blocus ou les rassemblements (bon on avoue que ça nous fait bizarre, mais on comprend quand même). Finalement ils ont bien appris leur leçon non? Vous devriez être contents, vous avez produit de vrais républicains!

Et la réponse qu'on donne à ces parfaits républicains est toujours la même : la répression et la violence d'état qui, d'années en années, à chaque nouveau mouvement social et politique, s'intensifient : pour ne citer qu'un chiffre, à l'heure où nous écrivons, les forces du désordre en sont au bout de 3 semaines à environ 7000 interpellations contre 6700 sur tout le mouvement des gilets jaunes... Et la même logique de punition judiciaire (oui, il s'agit bien de punir) se met en place : les comparutions immédiates ou les procès s'enchaînent à un tel point que les procureurs ont incidemment prévenu qu'ils n'étaient plus en mesure d'assurer le traitement des affaires de violences sexuelles... Et oui, ce n'est pas la priorité. On ne parle pas du reste, des grenades, des lacrymos, des mutilations, des injures racistes et sexistes, des tabassages : ça a déjà été bien documenté.

De son côté le préfet de police de Paris a réactivé le 7 octobre un arrêté mis en œuvre pendant les gilets jaunes, arrêté interdisant « le port d'équipements de protection destinés à mettre en échec tout ou partie des moyens utilisés par les représentants de l'ordre public » dans un périmètre de 100 mètres autour des lycées et des établissements d'enseignement supérieur. Un masque, des lunettes, du serum phi, c'est déjà un trouble à l'ordre public, et se protéger des lacrymo, c'est déjà une rébellion à l'autorité... Même des tennis, ça devient suspect : est-ce que ce ne serait pas par hasard pour échapper à une interpellation? Y a plus qu'à venir à poil aux manifestations; ah zut ça tombe sous le coup de l'exhibition sur la voie publique!

Pendant ce temps le fauteur de trouble en chef se répand dans les media et à l'assemblée, en affirmant tranquillement qu'il n'y a pas d'usage disproportionné de la force, tout en disant sur d'autres plateaux qu'« il n'y a aucune consigne de retenue et aucune consigne de ne pas utiliser tout l'armement à disposition des forces de sécurité intérieure ». S'il faut l'en croire, la nécessaire proportionnalité de l'usage de la force ne doit pas faire entrave au maintien de l'ordre et « elle s'apprécie au regard du contexte, et non des conséquences ». Traduction: une main arrachée c'est justifié dans un contexte aussi dangereux que celui d'un mouvement lycéen...

Et on oubliait : contrairement à ce que pourraient croire certaines personnes distraites, l'usage des grenades assourdissantes (classées comme armes de guerre, on le rappelle), n'a pas été interdit, mais seulement suspendu pendant la durée du mouvement. Ah non finalement, pas l'usage de toutes les grenades assourdissantes, mais uniquement le modèle EF-SON; le modèle GL-304 (ah, on ne sait pas trop ce que ça éveille dans notre libido, tous ces noms évocateurs, mais en tout cas on est tout émoustillés) peut être employé et a d'ailleurs blessé légèrement deux membres de l'observatoire parisien des libertés publiques le 6 octobre, c'est ballot. Avec elle ce qui est bien c'est que le lancer se fait uniquement à l'ancienne, à la main : enfin libéré du règne de la mégamachine le CRS décroissant va retrouver le contact avec la matière et un outil convivial! Merci Laurent!

Collègues de l'éducation nationale, vous l'aurez compris, le désordre n'est pas le fait des lycéens, il est organisé par le pouvoir. Personne ne vous demande d'être révolutionnaires, mais de comprendre quels sont vos intérêts, et de les défendre conjointement avec les jeunes. Il n'y a pas eu tant d'occasions que ça ces dernières années où le gouvernement a semblé un peu moins sûr de lui et s'est senti obligé de faire semblant d'effectuer quelques concessions. Allez, collègues, « encore un effort si vous voulez être républicains »!



Il est trop chouette Geffray Qui l'eut khrûh ?

D'abord faut quand même pas oublier que c'est grâce à lui que tous les lycéens et les jeunes sont dans la rue : ben oui c'est à lui qu'on doit la mise en œuvre de Parcoursup et de la réforme du bac qui est à l'origine de la désorganisation des emplois du temps des élèves, éléments qui ne sont pas pour rien dans les manifestations et les blocus de ces dernières semaines. Geffray, on ne te remerciera jamais assez pour tes œuvres.

Et on ne se lasse pas non plus des manœuvres acrobatiques que toi et tes camarades sinistres effectuez pour résoudre vos petits problèmes. Gare à la rupture des ligaments croisés!

On commence par des réunions de CVL, des préconisations faites aux proviseurs pour trouver des remplaçants au plus vite (comme s'ils ne raclaient pas les fonds de tiroir de pôle emploi depuis longtemps, et comme si ça se trouvait sous le sabot d'un cheval); on continue en ouvrant une plateforme supposée recueillir les retours faits à la suite des CVL en assurant que tout sera publié et surtout soumis à l'IA (ben oui va bien falloir ça pour faire face à la déferlante des centaines de milliers de doléances qui seront déposées par ce biais; décidément Geffray tu veux pas faire d'effort, c'est pourtant assez simple à comprendre ce que les jeunes demandent). Attention, la plateforme est supposée n'être ouverte que du 5 au 15, magnez-vous les chiards, après ça sera trop tard et vous ne pourrez vous en prendre qu'à vous-même si rien n'est fait pour répondre à vos revendications.

Puis on persévère avec la solution miracle : c'est encore une fois l'IA qui va nous sauver. A la rentrée prochaine c'est « elle » qui sera chargée de réaliser les emplois du temps à la place des chefs et de leurs adjoints. C'est pas qu'on a une affection particulière pour les rouages et les échelons intermédiaires de la hiérarchie, mais quand-même on se demande bien ce que vous avez fait mesdames et messieurs pour vous faire ainsi grand-remplacer par un système computationnel. Même nous, on ne vous souhaite pas ça.

Ah, ça suffit pas? D'accord on va organiser dans une joyeuse cacophonie des grands moments de démocratie interne. Sur trois jours banalisés. Ah, ben finalement non, sur une demi-journée, ou deux, ou 3, ou 4. Marre de tout ça, que chacun se démerde dans son coin, c'est ça l'autonomie des établissements.

Ça suffit toujours pas? Bon d'accord, c'est promis, dans les « heures qui viennent », on va mobiliser 3000 enseignants remplaçants qui n'étaient pas devant élèves (tout ça laissant supposer qu'il y a des gens payés à rien foutre dans l'éducation nationale, feignasses de profs tiens). On se demande bien dans quel trou ils étaient terrés ces bons à rien. Et on rappelle aussi qu'il y a environ 400 000 enseignants dans le second degré, c'est dire si ces trois mille vont fondamentalement changer la donne... Et on voudrait pas être mauvaise langue, mais si ça se trouve le logiciel miraculeux de notre décidément technophile ministre s'est contenté de convertir des heures d'enseignements en équivalents temps plein. On se demande donc bien comment un collègue qui assure déjà par exemple 14 heures sur 4 jours dans deux établissements différents pourra bien être « redéployé » (dispersé serait plus adéquat) sur un autre établissement pour assurer un remplacement de 18 heures.... Plus sérieusement si ces trois milles sont disponibles, c'est bien par définition pour pouvoir assurer un remplacement! Il ne s'agit donc pas d'une ressource supplémentaire qui aurait surgi de nulle part : ils étaient prêts à être affectés (serait donc temps que les parasites divers qui peuplent les différents plateaux télé en se vautrant dans leur ignorance arrêtent de brailler à l'incurie et au gaspillage des fonds publics.). Mais alors, pourquoi ils ne l'étaient pas? Ben Gérard, parce qu'il ne devait pas y avoir de besoin dans leur discipline et leur zone de remplacement... Que par-dessus le marché, le ministre ait besoin « d'un outil (...) dopé à l'IA » pour les géolocaliser, c'est plus de la technophilie, c'est de la techno-idolâtrie, et c'est se foutre de la gueule des personnels administratifs qui bossent dans les rectorats. Et pourquoi pas, tant qu'on y est, rendre obligatoire le port du bracelet électronique pour les TZR?

On s'en voudrait de rappeler aussi qu'il y a en France 101 départements (bah oui parce qu'un TZR ne va pas traverser toute une académie pour faire un remplacement). Comme on est un peu simplet, on peut s'amuser à faire le compte de remplaçants disponibles par département (oui on sait, c'est plus complexe que ça, et tous les départements n'ont pas le même nombre de TZR et les mêmes besoins, mais un peu de simplification c'est parlant des fois), ça ferait en moyenne une trentaine de remplaçants par département. Mais il faut aussi prendre en compte le nombre de matières enseignées dans le second degré aussi bien dans le général, que dans le technique et le professionnel (là on a eu la flemme de faire le compte), on doit bien se retrouver à 0.65 remplaçant disponible par matière...

Ce que ça annonce et qui a déjà commencé à se produire? Que le ministère va faire pression sur les TZR et essayer de les affecter sur des remplacements qui ne correspondent pas à leur discipline. C'est tellement intelligent (et pas réglementaire) d'envoyer une prof de lettre sur un remplacement en anglais... Mais comment on va faire alors si un prof de lettres tombe malade dans le même temps ? Peut-être envoyer un ou une collègue de maths ? Dans tous les cas, on rappelle aux TZR qu'ils ont des droits et qu'on ne peut pas leur faire faire n'importe quoi, contrairement à ce que semble avoir commencé à faire notre circassien en chef.

Mais comme Godefroy, il a bu du bouillon quand il était petit et qu'il est intelligent, il a aussi pensé à « autoriser les recteurs à recruter plus que ce qui est notamment autorisé ». Qu'est-ce qu'on rigole. D'abord il nous dit incidemment que la pénurie est sciemment entretenue (certes on le savait) puisque les recteurs n'étaient pas autorisés à recruter à hauteur des besoins. Ensuite le chiffre est impressionnant : « quelques centaines » de contractuels, ça va certainement résoudre tout. Enfin on ne peut qu'apprécier la dégueulasserie du truc : parce que ces contractuels, quand même, on les a bien utilisés quelques années, pour ensuite les laisser sans boulot ou avec un nombre d'heure insuffisant pour vivre, et qu'ils sont tous très bien connus des services des différents rectorats. Et puis on les jetera à nouveau dès que tout ça se sera un peu tassé. C'est pas non plus comme si 4000 postes avaient été supprimés à la rentrée...

Enfin la panacée : des heures supplémentaires seront distribuées dans le cadre du pacte pour procéder aux remplacements de courte durée. On rappellera que c'est sur la base du volontariat, que les collègues enseignants n'ont pas nécessairement envie de bosser plus pour gagner plus (si notre rêve avait été d'être milliardaires, on n'aurait pas bossé pour l'éducation nationale, ou alors on est trop c....), que ces remplacements de courte durée se résument bien souvent et inévitablement à de la garderie. Et comme on n'est pas accommodant, on rajoutera à l'intention des collègues qui seraient éventuellement tentés par cette « manne » tombée du ciel qu'ils se vendent pour pas bien cher. Mais comme on n'est pas méchant non plus, on n'ira pas ouvrir un salon de coiffure.

En fait Geffray, c'est pas qu'il est de mauvaise volonté, c'est qu'il n'est pas habitué à la vie diurne, la lumière du jour l'éblouit et il ne voit plus la réalité en face.

Bon qu'on se rassure, de toute façon il est hors de question pour l'instant dans la tête des macronistes de donner de véritables moyens supplémentaires à l'éducation nationale, de profiter de la baisse démographique pour baisser les effectifs par classe, ou de donner aux régions ainsi qu'aux départements les moyens et l'obligation de procéder à la rénovation du bâti scolaire, ou encore de revenir sur Parcoursup et la réforme des lycées. Va donc falloir voir à continuer et à amplifier....



Pisa est servi !

Macron chante de l'évaluation permanente face au bilan de l'école française de la performance et de la startup nation !

« La macronie c'est typiquement des rebus de BDE d'école de commerce qui font une soirée. Ils viennent, cassent tout, ils s'en vont en disant qu'après tout c'est pas chez eux, et qu'ils ne sont pas responsables. Ils font ça avec l'hôpital, ils font ça avec l'école (...) Ils font ça avec le langage politique et avec la démocratie. »

Johann Chapoutot , 2024

Depuis 2017, les gouvernements successifs ont trouvé la solution au problème scolaire : réformer. Encore. Puis réformer la réforme. Puis annoncer le retour aux fondamentaux, avant de créer un nouveau dispositif chargé d'expliquer pourquoi les fondamentaux ne reviennent pas.

Dédouplements, nouveau bac, spécialités, contrôle continu, école de la confiance, pacte enseignant, inclusion, évaluations nationales, groupes de besoins, choc des savoirs : l'Éducation nationale n'a jamais été aussi réformée. Et les élèves n'ont jamais été aussi évalués.

Nous ne sommes vraiment pas des aficionados de PISA, qui n'est jamais qu'un instrument de l'OCDE, donc du capitalisme mondialisé (oui on sait c'est un pléonasme), dont le seul but est de soumettre les politiques éducatives des états aux exigences dudit capitalisme, et qui a aussi peu de valeur scientifique que les œuvres complètes du regretté ex-ministre de l'éducation nationale Claude Allègre (RIP Claude) qui s'y connaissait bien en purges et diverses médicamentations visant à faire retrouver à l'école son poids de forme. Mais vu que l'occasion nous en est donnée, nous pouvons nous permettre d'ironiser sur le dernier bilan de Macron et consorts, officiellement disponible dans le grand classement mondial de la performance éducative : PISA (2018-2025), et sur les enseignements qu'il ne manquera pas d'en tirer.

En mathématiques, la France chute de 37 /500 points entre 2018 et 2025, idem en compréhension de l'écrit, bravo, respect. Mais rassurez-vous : le ministère a déjà identifié la solution. Il faut renforcer les fondamentaux, créer des groupes de niveau et demander davantage aux enseignants.

Car le problème n'est évidemment pas le manque d'enseignants, ni le manque de personnel en général. En 2022, 67 % des élèves français étaient scolarisés dans un établissement dont la direction signalait un manque de personnel enseignant, contre 17 % en 2018. Ce n'est pas une pénurie : c'est une expérimentation nationale sur la résilience des enfants.

Un professeur absent ? Une opportunité d'autonomie.

Une classe surchargée ? Un laboratoire de différenciation pédagogique.

Un accompagnant non remplacé ? Une invitation à l'inclusion collective.

Un programme modifié tous les deux ans ? Une formation continue grandeur nature.

Depuis Macron, la doctrine est simple : dédoubler ici, supprimer ailleurs, regrouper les élèves selon leur niveau et appeler cela « personnaliser les parcours ». On ne trie pas les élèves : on fluidifie les trajectoires. On ne manque pas de moyens : on optimise l'allocation des ressources. On ne dégrade pas le service public : on le rend agile.

Pendant ce temps, PISA 2026 confirme que la France reste l'un des pays où l'origine sociale pèse le plus lourd sur la réussite scolaire. Les élèves ne partent donc pas avec les mêmes chances, mais ils passent les mêmes tests. La République adore l'égalité : surtout lorsqu'elle peut la mesurer dans un tableau Excel ou l'équité n'entre pas. Les élèves de Seine-Saint Denis et des banlieues, à l'origine du mouvement lycéen, n'ont d'ailleurs pas eu besoin de se coltiner le pensum PISA : l'iniquité et l'abandon, ils se les prennent en pleine tronche lorsqu'ils se rendent tous les jours dans leurs lycées.

Le personnel enseignant, lui, bénéficie d'un magnifique pacte : davantage de missions, davantage d'évaluations et davantage de responsabilités, avec la promesse que la revalorisation finira bien par arriver quelque part entre deux réformes. Quant aux élèves,

ils auront le choix de la voie générale à la voie professionnelle — à condition que leur dossier, leur établissement et leur milieu social n'aient pas déjà choisi pour eux.

Voilà le paradoxe de l'école version Macron : jamais autant de pilotage, jamais autant de prescriptions, jamais autant de communications sur l'excellence ; mais toujours moins de stabilité, de personnels disponibles et de temps pour enseigner.

Le déclassement PISA n'est donc pas l'échec des enseignants ni celui des élèves. C'est le bulletin de notes d'une politique qui administre l'école comme une entreprise en difficulté : objectifs chiffrés, réorganisations permanentes, économies d'échelle et novlangue managériale.

Bienvenue dans l'Éducation nationale 4.0 : les résultats baissent, mais le tableau de bord est à jour.



Courrier des lecteurs

Vous ne nous avez pas écrit, mais on vous répond quand même Vous avez écrit à d'autres mais on vous répond quand même

Le 7 septembre dernier, nous avons eu la surprise de recevoir un courrier de la direction générale des ressources humaines du ministère *him self*. Oui monsieur, oui madame, on nous lit jusque dans les plus hautes sphères de l'administration. On ne s'attendait pas à ce que notre modeste bulletin eût tant d'échos. Il va y avoir des jaloux dans le Landerneau syndical!

Mais qu'est-ce que la DGRH vous a donc dit? En quel honneur s'intéresse-t-elle à votre canard de plumitifs et daigne-t-elle vous envoyer un poulet? Qu'est-ce que vous êtes impatients! On y vient, on y vient.

Apercevant le nom du destinataire lors de l'ouverture de notre boîte mail, c'est avec une certaine fébrilité, non dénuée d'excitation, voire teintée d'une bonne dose d'adrénaline, que nous cliquâmes sur la petite icône symbolisant le courriel. Qu'est-ce que le ministère pouvait bien nous vouloir? Nous ne fûmes pas déçus. A dire vrai on pourrait même affirmer que nous ne nous tenions plus de joie : on nous apprenait que notre bulletin de mars 2026 (toujours disponible sur notre site) avait été gracieusement communiqué à la DGRH par le rectorat des Pays de la Loire (ça en fait du lectorat important, ça!), lequel avait lui-même reçu des signalements républicains concernant ledit bulletin de la part de personnels de l'académie, soucieux sans nulle doute de partager leurs plaisirs de lecture.

La DGRH nous apprenait donc avec amabilité que notre prose revêtait selon elle, un caractère exclusivement politique et que certains des propos tenus pouvaient relever de la diffamation ou de l'injure publique. Diable! Nous qui prenons un soin extrême à nous rendre le plus agréable possible à lire! Quelque chose nous aurait donc échappé et, à l'insu de notre plein gré, blessé notre lectorat? Voilà de quoi nous chagriner.

Soucieux de nous amender nous nous empressâmes donc de nous enquérir auprès de la DGRH des passages incriminés, ceux-ci n'étant pas malencontreusement cités dans sa missive.

Nous n'avons pas encore eu de réponse, mais soyez sûrs que nous ne manquerons pas de vous informer des suites.

Bien sûr nous avons une pensée émue en direction des personnes que nous avons meurtri, et surtout nous tenons à remercier tous ces contributeurs anonymes qui participent à la diffusion la plus large possible de notre bulletin. Soyez assurés que nous ferons toujours de notre mieux pour ne pas vous décevoir.